

Postulat : « Pour une campagne de sensibilisation à la précarité et aux addictions, afin de pacifier l'espace public par la solidarité »

Ces dernières années, le dispositif policier a été renforcé dans l'espace public lausannois. Si cette présence peut rassurer une partie de la population, elle contribue aussi à renforcer l'idée que les personnes en situation de précarité ou de consommation seraient avant tout dangereuses. Pourtant, de nombreux partenaires de terrain — commerces, voisinage, institutions situés l'Espace de consommation sécurisé (ECS) — démontrent quotidiennement qu'il est possible d'interagir de manière respectueuse, constructive et non violente avec ces publics.

Une approche centrée uniquement sur la sécurité tend à invisibiliser d'autres leviers pourtant essentiels : la connaissance, la prévention, la compréhension mutuelle et la réduction de la stigmatisation. Une information accessible et bienveillante pourrait permettre d'éviter certaines situations délicates avant même qu'elles ne surviennent — par exemple lorsqu'il s'agit de demander calmement à quelqu'un de quitter une terrasse, de répondre à une demande de monnaie, ou d'orienter une personne en difficulté.

De nombreuses villes et projets ont démontré que la formation de la population et des commerces constitue un outil puissant pour pacifier l'espace public, réduire la conflictualité et encourager une solidarité concrète. Ce postulat ne remet pas en question le travail de la police ou de l'ESR, mais propose un complément nécessaire : donner à la population les moyens d'interagir sereinement, et reconnaître aussi celles et ceux qui, au quotidien, contribuent déjà à des relations apaisées.

Le Conseil communal demande à la Municipalité :

1. D'étudier l'opportunité de mandater des associations et institutions qualifiées afin de mettre en place une campagne d'information et de sensibilisation destinée à la population lausannoise et aux commerces, portant sur :

Ce qu'est la précarité et les facteurs qui y conduisent (perte d'emploi, ruptures familiales, santé mentale, coûts du logement, etc.)

Les addictions et leurs impacts

Les principes de réduction des risques et les dispositifs existants (ECS, ESR, équipes mobiles, etc.).

2. D'examiner la possibilité de proposer des formations volontaires pour les commerçant·e·s, habitant·e·s et actrices/acteurs du centre de la ville, afin de :

- Mieux comprendre les comportements liés à la consommation
- Savoir réagir adéquatement dans des situations du quotidien ;
- Favoriser des interactions apaisées et non stigmatisantes.

3. De soutenir l'émergence d'un regard solidaire envers les personnes concernées par la précarité et les addictions, en valorisant les pratiques positives déjà à l'œuvre dans le tissu local.

Pour le groupe ensemble-à-gauche, Léonie Kovaliv

Co- signataires : Yusuf Kulmiye & Romane Benvenuti